

WEBINAIRE

LE BAROMÈTRE DES AGRICULTURES AFRICAINES : UN OUTIL POUR COMPRENDRE, FAVORISER LE DIALOGUE ET PASSER À L'ACTION

NOTES DU WEBINAIRE

RESUME

Le webinaire s'est tenu le 31 mars 2026, pour une durée de 95 minutes. L'événement a enregistré 171 inscrits et 106 participants actifs.

Du point de vue de l'audience, les données montrent une bonne diversité de profils, incluant des partenaires institutionnels, des acteurs du développement, des organisations agricoles, des acteurs du monde académique et des experts du secteur.

PROGRAMME

- **Accueil**
Modérateur - Aimable TWAGIRAYEZU - Chargé de programme - PAFO
- **Ouverture**
AgriCord - Katja VUORI - Directrice générale - AgriCord
- **Introduction**
Dr Babafemi O. OYEWOLE - Directeur général - PAFO
- **Présentation - Le Baromètre comme outil de coopération internationale**
Matthieu BRUN - Directeur scientifique - Fondation FARM
- **Pertinence - Un outil pour les organisations de producteurs et le plaidoyer**
Maria Elena RAMIREZ - Responsable de communication et plaidoyer - Afdi
- **Questions et réponses**
Modérateur - Aimable TWAGIRAYEZU - Chargé de programme - PAFO
- **Conclusions et messages clés**
Modérateur - Aimable TWAGIRAYEZU - Chargé de programme - PAFO

PARTENAIRES

Afdi

Agriculteurs français et développement international est une association de solidarité internationale créée par les organisations professionnelles agricoles françaises.

Présente dans 19 pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes orientales, Afdi s'engage stratégiquement avec les organisations paysannes pour la pérennité des exploitations paysannes et la souveraineté alimentaire et mobilise les professionnels agricoles français, en particulier les jeunes, en faveur de la solidarité internationale et de la citoyenneté.

Pour plus d'informations : www.afdi-opa.org

AgriCord

Alliance mondiale mandatée par des organisations de producteurs pour renforcer les organisations de petits exploitants (OP). Ses membres fournissent une assistance technique aux OP en tant qu'acteurs clés de chaînes d'approvisionnement résilientes, inclusives et durables à l'échelle mondiale.

AgriCord collabore avec les partenaires au niveau régional afin de doter les OP des moyens nécessaires pour atteindre leurs ambitions stratégiques et générer des moyens de subsistance durables ainsi que des impacts environnementaux et climatiques positifs pour les agriculteurs et les communautés rurales.

Pour plus d'informations : <https://www.agricord.org/en>

Fondation FARM

Depuis 20 ans, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), reconnue d'utilité publique, agit pour promouvoir des agricultures durables dans le monde et en particulier dans les pays du Sud.

À travers ses études, ses partenariats et ses actions de sensibilisation, FARM éclaire les parties prenantes, publiques et privées, sur les voies à emprunter pour un développement agricole équilibré entre enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Pour plus d'informations <https://fondation-farm.org/>

PAFO

L'Organisation panafricaine des agriculteurs Créée en 2010, il s'agit d'une organisation continentale dont la base de membres est composée de cinq réseaux régionaux d'agriculteurs.

La PAFO est la porte-parole de plus de 80 millions d'agriculteurs africains regroupés au sein de près de 80 organisations nationales, et son principal domaine d'action est le plaidoyer.

Pour plus d'informations : <https://pafo-africa.org/en/home/>

LE BAROMÈTRE DES AGRICULTURES AFRICAINES

Le Baromètre des agricultures africaines est un outil dédié à la production et à la valorisation de données économiques relatives aux filières agricoles africaines. Il vise à faciliter l'accès, la comparaison et la diffusion d'informations structurées, afin d'améliorer la compréhension des marchés agricoles et des dynamiques de production, de transformation et de commercialisation. Il s'inscrit dans une démarche de veille économique et d'observation des évolutions des filières stratégiques, fondée sur des traitements statistiques.

- **Outil de référence pour les acteurs du Sud**

Le Baromètre met à disposition des organisations paysannes africaines et des acteurs institutionnels des repères consolidés, contribuant au plaidoyer et au dialogue avec les décideurs publics et économiques.

- **Aide à la décision et à l'orientation des financements**

Il fournit des éléments d'appui aux choix des institutions publiques, des bailleurs et des acteurs économiques, en contribuant à l'orientation de financements responsables, en cohérence avec les priorités locales et les objectifs de développement durable.

- **Levier de dialogue et de partenariats Afrique - France (Europe)**

En proposant une lecture partagée des enjeux et des interdépendances agricoles, le Baromètre favorise un dialogue équilibré et soutient le développement de partenariats entre acteurs africains, français et européens, au service de politiques de coopération et d'investissement mieux informées.

Porté conjointement par l'Afdi, la PAFO et la Fondation FARM, le Baromètre repose sur une approche partenariale qui place les organisations agricoles africaines au cœur de la production et de l'appropriation des données.

Méthodologie

La méthodologie d'analyse repose sur le croisement de bases de données internationales (FAOSTAT, UN Comtrade, sources sectorielles) et sur la production d'outils visuels accessibles (cartes, tableaux de bord, graphiques) et commentés, articulés autour de six thématiques principales, permettant d'avoir une vision complète des enjeux de souveraineté agroalimentaire :

- **Production** : niveaux et dynamiques de production agricole ;
- **Échanges commerciaux** : flux d'importation et d'exportation ;
- **Consommation** : disponibilité totale sur le continent et par habitant, différenciant production et importations ;
- **Investissements** : financements et acteurs émergents dans les filières stratégiques ;
- **Politiques publiques** : chiffres clés et stratégies ;
- **Enjeux futurs** : impacts sociaux , organisation paysannes.

Pour plus d'informations : <https://fondation-farm.org/wp-content/uploads/2025/10/barometre-2025-des-agricultures-africaines-la-chaine-de-valeur-laitiere-fondation-farm.pdf>

OUVERTURE : RENFORCER LES PARTENARIATS ET LE DIALOGUE ENTRE ACTEURS

Intervention de Katja Vuori, Directrice générale - AgriCord

Dans son intervention d'ouverture, Katja Vuori a souligné le rôle déterminant des partenariats dans la compréhension et la transformation des dynamiques agricoles. Elle a rappelé que les agricultures africaines évoluent dans un environnement de plus en plus complexe, marqué par des défis systémiques qui dépassent les frontières nationales et nécessitent des réponses coordonnées à l'échelle internationale.

Elle a signalé le fait que les organisations paysannes sont aujourd'hui au cœur de ces dynamiques, en tant qu'acteurs économiques, sociaux et territoriaux. Dans ce contexte, renforcer leurs capacités d'analyse et leur accès à l'information constitue une condition essentielle pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans les transformations en cours.

Les réseaux agricoles africains et européens partagent un certain nombre d'enjeux communs, notamment en matière de durabilité des systèmes agricoles, de résilience face aux chocs climatiques et économiques, et de valorisation des productions locales. Et pour autant, il est important de créer des espaces de dialogue permettant de croiser les expériences et de construire des réponses collectives adaptées.

Elle a mis en valeur la coopérations entre pairs, qui permet de partager des connaissances, des pratiques et des solutions concrètes. Ces dynamiques de coopération contribuent à renforcer les organisations agricoles et à favoriser l'émergence d'initiatives innovantes.

Dans ce cadre, elle a présenté le Baromètre des agricultures africaines comme un outil pertinent, capable de soutenir ces dynamiques de dialogue et de coopération. En proposant une base commune de données et d'analyse, le Baromètre permet de structurer les échanges entre acteurs et de faciliter une compréhension partagée des enjeux.

L'un des principaux défis réside dans la capacité à transformer les données en informations utiles pour l'action. « **Les données sont essentielles, mais elles n'ont de valeur que si elles sont comprises, partagées et utilisées pour orienter les décisions** ».

Elle a rappelé que les défis agricoles nécessitent des réponses collectives et concertées. Elle a appelé à renforcer les partenariats entre acteurs africains et européens, en s'appuyant sur des outils comme le Baromètre pour construire des stratégies communes et soutenir des systèmes agricoles plus résilients et durables.

INTRODUCTION : ENJEUX AGRICOLES ET BESOIN DE DONNEES

Intervention du Dr. Babafemi O. Oyewole, Directeur général - Organisation Panafricaine des agriculteurs (PAFO)

Dans son intervention, le Dr Babafemi Oyewole a apporté un éclairage stratégique sur les enjeux agricoles en Afrique, en mettant en perspective le rôle du Baromètre dans les transformations en cours.

L'agriculture occupe une place centrale dans les économies africaines, tant en termes d'emploi que de contribution à la souveraineté alimentaire. Les systèmes agricoles du continent sont confrontés à des défis multiples, qui limitent leur capacité à répondre pleinement aux besoins des populations. Parmi ces défis figurent les effets du changement climatique, qui affectent les rendements et la stabilité des productions, les contraintes d'accès aux marchés et aux financements, ainsi que les enjeux liés à la structuration des filières et à la transformation des produits.

Dans ce contexte, il a souligné que la souveraineté alimentaire ne peut être atteinte sans une compréhension fine des dynamiques agricoles et des réalités vécues par les agriculteurs. « **Les politiques agricoles doivent être ancrées dans les réalités des producteurs, et non construites uniquement à partir de données macroéconomiques** ».

Il a également mis en avant le rôle des organisations paysannes africaines, qui représentent des millions d'agriculteurs et constituent des acteurs clés dans la transformation des systèmes alimentaires. Pour pouvoir jouer pleinement ce rôle, ces organisations doivent disposer d'outils leur permettant d'analyser les enjeux, de structurer leurs positions et de dialoguer avec les décideurs.

L'un des principaux obstacles réside dans l'accès aux données. Si des informations existent, elles sont souvent fragmentées, difficiles d'accès ou peu adaptées aux besoins des organisations agricoles. Cette situation limite leur capacité à influencer les politiques publiques et à orienter les investissements.

C'est dans ce contexte que le Baromètre des agricultures africaines prend tout son sens. Cet outil est une réponse concrète à ce besoin, en permettant de produire des analyses fondées sur des données fiables et accessibles.

Le Baromètre ne doit pas être perçu uniquement comme un outil technique, mais comme un **levier stratégique pour renforcer la voix des organisations paysannes**. En leur donnant accès à des données

consolidées, il contribue à renforcer leur capacité à participer aux processus de décision et à défendre leurs intérêts.

Dans ce sens, il est important de favoriser l'appropriation de l'outil par les acteurs africains, « **les organisations paysannes doivent être pleinement impliquées dans la production et l'analyse des données, afin de garantir la pertinence et la légitimité du Baromètre.** »

PRESENTATION DU BAROMETRE : UN OUTIL D'ANALYSE AU SERVICE DE LA COOPERATION

Intervention de Matthieu Brun, Directeur scientifique -Fondation FARM

Le Baromètre, disponible en français et en anglais, couvre 54 pays africains et repose sur une méthodologie rigoureuse mobilisant plusieurs sources de données, notamment la FAO, UN Comtrade, une base de données originale sur les investissements des multinationales dans le secteur laitier, ainsi que les données de l'Observatoire FARM sur les soutiens publics à l'agriculture.

Il a toutefois souligné une limite importante : dans plusieurs régions, en particulier en Afrique de l'Ouest, plus de 80 % de la production laitière relève du secteur informel. Cette situation rend la mesure difficile et conduit probablement à une sous-estimation des volumes réels.

En matière de production, l'offre de lait en Afrique a augmenté de 17 % entre 2013 et 2023. Le lait de vache domine largement, représentant environ 80 % de la production totale. Malgré cette progression, le continent reste un acteur marginal à l'échelle mondiale, avec seulement 5 % de la production mondiale en 2023, une part restée stable au cours de la dernière décennie, tandis que la croissance mondiale a été plus rapide.

Le Baromètre met également en évidence d'importantes disparités régionales. L'Afrique de l'Est domine largement la production continentale, avec 48 % du volume continental, suivie par l'Afrique du Nord (33 %). L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale représentent des parts plus modestes, respectivement 9 % et 2 %, bien qu'elles affichent des taux de croissance élevés. La production reste par ailleurs fortement concentrée : huit pays, dont l'Égypte, le Kenya, l'Éthiopie, le Soudan, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, totalisent près de 70 % de la production africaine.

Un enjeu majeur réside dans la croissance démographique. Entre 2013 et 2023, la population africaine a augmenté de 28 %, un rythme supérieur à celui de la production laitière. Cette tendance soulève une question centrale en matière de sécurité alimentaire et de souveraineté laitière, d'autant plus que la population du continent pourrait atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050.

Sur le plan commercial, la situation apparaît particulièrement préoccupante. En 2023, l'Afrique a importé pour 7,5 milliards de dollars de produits laitiers, contre seulement 1 milliard d'exportations, générant un déficit commercial de 6,4 milliards de dollars. Six pays concentrent près de 60 % des importations, avec en tête l'Algérie, suivie de l'Égypte, du Nigeria, de la Libye, du Maroc et du Sénégal.

Les importations concernent principalement des produits laitiers secs, notamment les poudres de lait et les préparations pour nourrissons. Une attention particulière a été portée à la forte hausse des importations de poudre de lait enrichie en matières grasses végétales, en augmentation de 41 % depuis 2013, dont près des deux tiers sont destinés à l'Afrique de l'Ouest.

Moins coûteux, ce produit soulève des enjeux nutritionnels et environnementaux, tout en constituant un défi majeur pour la compétitivité des filières locales.

En matière de consommation, la disponibilité moyenne de lait s'élève à 45 kg par habitant et par an, un niveau inférieur aux recommandations de l'OMS (70 à 90 kg) et à la moyenne mondiale. Le taux

d'autosuffisance continentale atteint 80 %, avec de fortes disparités : l'Afrique de l'Est se rapproche de l'autosuffisance, tandis que l'Afrique centrale reste autour de 50 %.

Concernant les investissements et la transformation, le Baromètre souligne la présence importante d'entreprises européennes, tout en mettant en avant le rôle essentiel des PME africaines et des laiteries artisanales. Un indicateur marquant montre que seulement 1,6 % de la production laitière africaine est transformée en produits dérivés (fromage, yaourt, poudre de lait), une proportion stable depuis dix ans. De plus, cette transformation repose souvent sur l'utilisation de poudre de lait importée, ce qui entretient la dépendance aux importations.

En matière de politiques publiques, deux grandes approches se dégagent. D'une part, des stratégies interventionnistes orientées vers la souveraineté alimentaire, comme en Algérie, combinant subventions aux producteurs, régulation des prix et investissements dans les infrastructures. D'autre part, des stratégies axées sur la compétitivité et l'exportation, comme en Ouganda et en Afrique du Sud.

Une attention particulière est également portée à la possible diminution de l'aide publique au développement, qui constitue une source de financement importante pour certains pays, notamment l'Éthiopie. Une baisse de ces financements pourrait fragiliser davantage le développement du secteur laitier.

Enfin, plusieurs défis majeurs ont été identifiés pour l'avenir. Le changement climatique est considéré comme la principale menace, comme l'illustrent les sécheresses récentes au Kenya et au Maroc. S'y ajoutent les pressions foncières croissantes, les tensions entre agriculture et pastoralisme, ainsi que les insuffisances en infrastructures, notamment en matière d'accès à l'électricité et de chaîne du froid. Le webinaire a également mis en avant la dimension de genre, les femmes représentant jusqu'à 50 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne et jouant un rôle central dans la transformation traditionnelle du lait.

En conclusion, le Baromètre met en évidence le fort potentiel encore inexploité du secteur laitier africain, tout en appelant à des actions coordonnées autour de politiques publiques cohérentes, d'investissements responsables, du renforcement des organisations de producteurs, du développement des infrastructures et de l'adaptation au changement climatique.

Le Baromètre apparaît ainsi comme un outil essentiel pour accompagner ces transformations, en permettant une meilleure compréhension des dynamiques et l'identification des leviers d'action. **« L'enjeu n'est pas seulement de produire des données, mais de les rendre utiles pour éclairer les décisions et accompagner les transformations agricoles. »**

PERTINENCE DU BAROMETRE : UN OUTIL POUR LES OP ET LE PLAIDOYER

Intervention de Maria Elena Ramirez, Responsable communication et plaidoyer - Afdi

L'intervention a mis en lumière le rôle stratégique du Baromètre des agricultures africaines en tant qu'outil à la fois analytique et de soutien au dialogue, dans un contexte de complexification croissante des systèmes agricoles. L'intervenante a d'abord souligné le caractère collectif de cette initiative, fruit d'un travail de longue haleine entre plusieurs partenaires engagés dans le renforcement d'approches fondées sur des données probantes en matière de développement agricole.

Dans la continuité des présentations précédentes, l'intervention s'est articulée autour de trois dimensions principales : l'accès aux données, le rôle des données dans le dialogue entre acteurs, et les

perspectives d'évolution de l'outil. Le Baromètre répond avant tout à un besoin croissant d'informations fiables, structurées et accessibles, permettant de mieux comprendre les dynamiques agricoles et de soutenir des processus de décision plus éclairés.

L'accès aux données a été présenté comme un enjeu central. Si les organisations paysannes et les autres acteurs disposent d'une connaissance fine des réalités de terrain, leur accès à des données complètes et comparables reste inégal. Cette situation peut limiter leur capacité à participer pleinement aux discussions politiques et à la définition des stratégies. Dans ce contexte, améliorer l'accès aux données ne relève pas uniquement d'un enjeu technique, mais également d'un enjeu d'inclusion et de participation. Le renforcement des capacités d'analyse permet aux organisations paysannes de jouer un rôle plus actif dans l'élaboration des politiques agricoles et des stratégies de développement.

L'intervention a également insisté sur l'importance des données pour faciliter le dialogue entre les parties prenantes. Le développement agricole mobilise une diversité d'acteurs, chacun ayant ses propres perspectives et priorités. Dans ce contexte, disposer d'une base analytique partagée est essentiel pour favoriser des échanges constructifs. En proposant des informations comparables et transparentes, le Baromètre contribue à établir un socle commun de discussion entre organisations paysannes, décideurs publics et partenaires techniques et financiers.

Le Baromètre met notamment en évidence l'écart entre l'augmentation de la demande en produits laitiers et les limites des systèmes de production locaux. Il souligne également la diversité des situations nationales, caractérisées par une grande variété de systèmes de production, de niveaux de compétitivité et d'intégration aux marchés. Cette diversité appelle à des approches différenciées, adaptées aux contextes spécifiques, dans la définition des politiques publiques et des stratégies d'investissement.

Au-delà des indicateurs économiques, le Baromètre intègre également les dimensions sociales des systèmes agricoles. Il met en lumière le rôle de l'élevage laitier dans les moyens de subsistance et les économies rurales, ainsi que les modalités d'organisation des filières et l'intégration des différents acteurs. Cette approche élargie permet d'enrichir les discussions en intégrant des considérations sociales et territoriales, au-delà des seules logiques de production et de commerce.

Une autre contribution importante du Baromètre réside dans sa capacité à proposer une lecture prospective. En analysant des tendances telles que la croissance démographique, l'évolution des modes de consommation ou encore les effets du changement climatique, il permet d'anticiper les pressions futures sur les systèmes agricoles. Dans un contexte marqué par des transformations rapides et interdépendantes, ces analyses sont essentielles pour favoriser des approches plus anticipatrices.

En conclusion, l'intervention a souligné le rôle du Baromètre comme un outil stratégique au service d'une prise de décision plus éclairée, d'un dialogue renforcé entre acteurs, et d'un développement agricole plus inclusif, cohérent et durable.

« Disposer de données solides permet de passer de la perception à une analyse fondée sur des preuves, et renforce ainsi la capacité des acteurs à porter un plaidoyer plus crédible et légitime. »

ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS : QUESTIONS ET PERSPECTIVES

La session de questions-réponses a permis d'approfondir plusieurs points méthodologiques et stratégiques liés au Baromètre des agricultures africaines, en particulier sur la filière laitière.

Une première question a porté sur le chiffre de 1,6 %, correspondant au taux de transformation du lait. En réponse, il a été précisé qu'il s'agit du taux de transformation industrielle formelle, calculé à partir des données FAOSTAT et rapportant les volumes transformés (poudre de lait, fromage, yaourt) à la production totale enregistrée.

Cet indicateur ne prend pas en compte la transformation artisanale et informelle, pourtant largement dominante dans de nombreux pays africains. Cette limite méthodologique est explicitement reconnue dans le Baromètre. Nombreuses PME africaines, mini-laiteries et unités artisanales jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire, notamment en zones périurbaines, avec une forte implication des femmes. Malgré cette limite, ce chiffre reste pertinent en tant qu'indicateur de la capacité industrielle formelle de transformation, qui demeure très faible et stable depuis une décennie.

Cette situation met en lumière le décalage entre les volumes produits et les capacités de valorisation à plus grande échelle, d'où la nécessité d'investir dans les infrastructures de transformation, y compris semi-industrielles.

Les échanges ont également porté sur la communication et l'appropriation de l'outil par les acteurs, notamment en Afrique. L'objectif du Baromètre est précisément d'être utilisé à la fois dans les contextes africains et européens, avec une vision partagée. Le webinaire constitue une première étape de cette stratégie de diffusion, qui se poursuivra par la participation à différents événements, conférences et espaces de dialogue en Afrique et en Europe, ainsi qu'un travail avec la presse et les partenaires institutionnels.

Plusieurs questions ont ensuite porté sur les causes structurelles de la dépendance aux importations de produits laitiers. En réponse plusieurs facteurs majeurs ont été identifiés : les déficits d'infrastructures, notamment le manque d'accès à l'électricité, aux équipements de réfrigération et à la chaîne du froid ; le faible niveau de transformation industrielle ; ainsi que certaines incohérences entre politiques commerciales et agricoles.

Il a notamment souligné que dans certains pays, les politiques publiques pénalisent les producteurs locaux, tandis que les poudres de lait importées entrent à faibles droits de douane. Finalement la croissance démographique, supérieure à la croissance de la production laitière, explique en partie la baisse du niveau d'autosuffisance.

Les intervenants ont également insisté sur la vocation du Baromètre comme outil de plaidoyer et d'influence des politiques publiques. L'objectif n'était pas de produire un rapport volumineux, mais plutôt un outil synthétique, fondé sur des indicateurs clairs et directement mobilisables par les organisations paysannes, la société civile et les décideurs publics.

Cet outil doit permettre de renforcer le dialogue entre les réalités de terrain et les cadres politiques, en aidant à identifier les principaux goulots d'étranglement au sein des chaînes de valeur : collecte, transport, infrastructures ou transformation.

CONCLUSIONS ET MESSAGES CLES

En conclusion du webinaire, les principaux messages retenus ont souligné l'importance stratégique du Baromètre des agricultures africaines comme outil d'analyse, de dialogue et d'aide à la décision. Les intervenants ont rappelé que la recherche et les données jouent un rôle central dans l'orientation des politiques agricoles et des actions de plaidoyer, en particulier dans un contexte où les décisions sont encore souvent prises à partir d'informations partielles.

Le Baromètre a été présenté comme un outil fiable, fondé sur des données issues de plusieurs partenaires et institutions internationales, permettant de mieux comprendre les dynamiques de la filière laitière en Afrique. Parmi les principaux constats mis en avant figurent la croissance de 17 % de la production laitière entre 2013 et 2023, un déficit commercial de 6,24 milliards USD, ainsi qu'une disponibilité moyenne de lait par habitant de 45,6 kg par an, en dessous des recommandations de l'OMS. Le faible niveau de transformation, avec seulement 1,6 % du lait transformé dans les circuits formels, a également été souligné comme un enjeu majeur.

Les échanges ont mis en lumière plusieurs défis structurants pour l'avenir : le changement climatique, les pressions foncières, les déficits d'infrastructures, ainsi que les enjeux d'inclusion, notamment la place des femmes qui représentent près de 50 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne. La nécessité de renforcer les chaînes de valeur locales et de moderniser les systèmes de production a été largement partagée.

Dans ses remarques finales, Katja Vuori a insisté sur la nécessité de poursuivre le dialogue au-delà du webinaire, en soulignant que les systèmes laitiers africains et européens sont profondément interconnectés, notamment à travers les politiques commerciales et les défis climatiques.

Elle a rappelé qu'aucun modèle unique ne peut s'appliquer à tous les contextes et que la connaissance fine des réalités locales est indispensable. Enfin, elle a plaidé pour la poursuite d'un dialogue intercontinental, afin de mieux comprendre les réalités respectives et de construire des environnements politiques favorables à des systèmes laitiers résilients et adaptés.

Enfin, comme souligné par Aimable TWAGIRAYEZU, « ***il est maintenant temps pour chacun de s'approprier les résultats, mais aussi de continuer les échanges et de partager les enseignements avec Afdi, FARM, PAFO et AgriCord afin que cet outil puisse encore être renforcé*** ».

Ce message vient souligner la volonté collective de faire du Baromètre un outil vivant, évolutif et pleinement utile aux acteurs du secteur.